

LA PARITÉ : INDISSOCIABLE DE LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

Les organisations soussignées considèrent que l'atteinte de la parité entre les femmes et les hommes à l'Assemblée nationale du Québec doit dorénavant être un objectif du système électoral québécois et, en conséquence, du projet de loi sur la réforme du mode de scrutin qui sera présenté par le gouvernement de François Legault.

Tous les signataires soulignent que tous les partis politiques du Québec sont maintenant d'accord pour atteindre « *une meilleure représentation des femmes au Parlement* » et « *à ce que la parité dans tous les secteurs de la société soit désormais l'objectif à atteindre* », selon les motions adoptées à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 3 avril 2019 et le 26 avril 2017. À cet égard, il apparaît important de protéger les avancées significatives de l'élection générale du 1^{er} octobre 2018, avancées qui ne sont pas, pour le moment, garanties pour l'avenir. Aussi, à cette fin, le projet de loi promis sur le nouveau mode de scrutin doit inclure des mesures concrètes et vérifiables quant à l'atteinte de la parité.

Par ailleurs, comme les partis sont aussi tous d'accord pour que le nouveau mode de scrutin « *contribue à une meilleure représentation des jeunes et des communautés ethnoculturelles* », les groupes signataires considèrent que le projet de loi instaurant un nouveau mode de scrutin proportionnel mixte compensatoire doit également comprendre des mesures favorisant la diversité des candidatures.

SIGNATAIRES :

Gabrielle Bouchard, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ)

Serge Cadieux, secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Christian Daigle, président général du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)

Shirley Dorismond, vice-présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

Carole Dubé, présidente de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)

Sonia Ethier, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Gabriel Laurence-Brook, Solution étudiante nationale pour un scrutin équitable (SENSÉ)

Jacques Létourneau, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Thérèse Mailloux, présidente du Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)

Marie Malavoy, Comité des femmes de l'Amicale des anciens parlementaires

Alain Marois, vice-président à la vie politique de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE)

Sylvie Ostigny, présidente du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec

Mireille Tremblay, présidente de l'Observatoire québécois de la démocratie

Luc Vachon, président de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD)